Plaidoyer pour l'Université

Giovanni Busino

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ress/700>

DOI : 10.4000/ress.700

ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 août 2000

Pagination : 151-162

ISBN : 2-600-00450-5

ISSN : 0048-8046

Référence électronique

Giovanni Busino, « Plaidoyer pour l'Université », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XXXVIII-118 | 2000, mis en ligne le 17 décembre 2009, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ress/700> ; DOI : 10.4000/ress.700

Giovanni BUSINO

PLAIDOYER POUR L'UNIVERSITÉ*

PROLOGUE

Jusqu'ici l'Université s'est acquittée de trois tâches essentielles: la recherche, la formation professionnelle, la culture générale. Elle arrivait à les remplir toutes grâce à la petitesse de sa taille et à un recrutement des enseignants et des enseignants assez homogène.

La démocratisation des études a bouleversé un fonctionnement séculaire: la croissance est devenue incontrôlée, le recrutement assez hétérogène. L'organisation de masse a changé tout équilibre. La fonction de formation professionnelle est devenue prépondérante. Si dans certaines universités, on continue à faire de la recherche, celle-ci n'est presque plus en rapport avec l'enseignement: tantôt elle se fait à ses dépens, tantôt dans des lieux privilégiés sans servitudes enseignantes réelles. Et les statistiques nous le confirment: les professeurs universitaires font de moins en moins de recherche et les chercheurs aucun enseignement. Cela n'est pas étonnant. Une université de masse doit nécessairement privilégier la formation professionnelle conçue comme distribution de rôles sociaux. Les facultés de droit, par exemple, dispensent des licences en droit, grâce auxquelles on peut faire des stages pour devenir ensuite avocat. Il y a même des facultés déliées à la fois de tout projet scientifique précis et de toute application professionnelle déterminée: les sciences sociales et humaines, mais également certains secteurs des sciences naturelles. Un exemple: en sociologie ou en science politique, on est souvent partagé entre le dilettantisme et la résistance à la professionnalisation (vue comme une «récupération du système»), et les étudiants passent leur temps en jeux futiles et stériles qui ne sont ancrés ni dans le souci de la profession, ni dans celui de la recherche du savoir.

L'expérience nous montre qu'une seule institution ne peut pas se vouer à la fois à la recherche du savoir, à la préparation aux professions, à la culture générale et à cette forme nouvelle de loisirs et de jeux qu'est actuellement la formation permanente. Aucune politique n'a fixé les règles pour résoudre le problème, à savoir comment une université de masse pourra assumer convenablement autant de tâches différentes. La multiplication des bâtiments, des enseignants, des labora-

* Introduction aux débats du V^e Séminaire du Groupe d'études «Raison et Rationalités», tenu à l'Institut universitaire Kurt Bösch, à Bramois-Sion (Valais), les 8-9-10-11 juillet 1999, organisé par les professeurs Marie-Jeanne Borel (Lettres), Pierre Moor (Droit) et Jean-Bernard Racine (Économie), de l'Université de Lausanne.

toires, des instituts, bref, les solutions purement quantitatives sont un trompe-l'œil. La réalité est que l'Université telle que Humboldt, voire même Newman, nous l'ont léguée est bien morte. Elle a pu assumer admirablement toutes ses tâches aussi longtemps que la petitesse de sa taille, le recrutement homogène et l'accumulation lente des connaissances rendaient possible un rapport pédagogique précis («*Erziehung durch Wissenschaft*»). Lorsque ces conditions ont disparu, l'Université a dû se replier sur la tâche la plus urgente: la «*scolarisation*» et la «*socialisation*» aux professions.

Il y a ceux qui croient que les difficultés de l'Université dépendent de la taille des investissements. Même en faisant plus, elles demeureraient les mêmes. Car ce que nous vivons est la crise de l'idée traditionnelle d'Université.

Il faut donc analyser cette crise, ou prendre conscience des illusions dangereuses qu'elle cache.

LES ENJEUX

La première de ces illusions est celle qui consiste à postuler que la société moderne engendre une multitude débridée de valeurs, instables, chatoyantes, contradictoires, en transmutation constante, et puis – comme suite logique de ce postulat – en déduire que l'ordre social, que l'éthique, que les modèles normatifs, que les règles et les outils des savoirs sont, plus ou moins, en déconnexion permanente avec nos aptitudes, nos connaissances, nos émotions, nos attitudes, nos intérêts, bref avec toutes nos attentes et nos aspirations.

La seconde de ces illusions est celle qui consiste à percevoir ce qui se passe à l'Université par rapport à des valeurs fragiles et précaires, et à s'interroger sur leur transmission, sur leur évolution, sur leur mutation, aléatoire ou certaine, et puis sur leur sens quant à l'être même du social.

Sommes-nous vraiment sûrs que le changement, l'accélération, la concurrence, le succès, le luxe, la beauté, l'accomplissement personnel, la fatuité des désirs, le bien-être, la richesse, la croissance, le développement, – sommes-nous sûrs qu'il s'agit de valeurs, et de valeurs de notre époque?

Peut-on mettre sur le même plan des préférences, voire des objectifs plus ou moins définis mais estimés vitaux ici et maintenant, et des prises de position, occasionnelles ou non, des jugements d'évaluation, circonstanciels ou non, à propos de toutes sortes d'objets, de situation et/ou d'événements? Peut-on rapporter cela à des dispositions relativement stables et durables orientées vers différents domaines d'activités et d'expériences vécues dans un milieu culturel donné? Pourquoi les processus de valorisation et leurs procédures d'évaluation n'engendreraient-ils des valeurs que dans certaines circonstances? Pourquoi les valeurs nous apparaissent-elles ultimes et irréductibles alors qu'elles ne le sont jamais?

Seules des réponses à ces questions pourraient donner un sens aux enjeux de l'Université par rapport aux valeurs: en transmet-elle ou non les contenus nécessaires? Prépare-t-elle bien l'avenir de cette société? Use-t-elle de méthodes appropriées? Est-elle trop traditionnelle, trop conservatrice, trop isolée ou encore trop soumise aux modes? Est-elle capable de produire et de consolider la «*culture*»?

CULTURES ET VALEURS

La culture est une façon de penser, d'être, de vivre, d'envisager les problèmes majeurs de la vie individuelle et collective, de reproduire une structure sociale particulière, et cela moyennant des comportements appris, régulièrement transmis, plus ou moins partagés et garantis par le contrôle social.

La culture est à la fois moyen et mode de vie. C'est un ouvrage collectif dans notre relation au monde, relation qui implique une durée et un espace, des formes de vie sociale et d'accès aux formes symboliques – notamment à la religion – où se vit le sens même de l'existence ; la culture nous enveloppe de tous les côtés. Les faits de culture alimentent notre pensée intuitive, affective, sentimentale, réflexive, non rationnelle au sens fort. Les faits de culture structurent nos hypothèses sur l'inconnu, sur l'avenir, sur nos conjectures, nos croyances, nos émotions, sur les buts ultimes et les fins dernières, bref sur le sens que nous attribuons à nos vies. C'est bien la culture qui donne à tant de choses fugaces et fragiles une suite, une durée.

Or, c'est exclusivement dans la durée que s'élabore la signification de l'existence, dont les œuvres de l'esprit humain portent les témoignages. La modernité raccourcit singulièrement et de plus en plus ce domaine de la durée. En effet, les œuvres durables de l'esprit humain se transforment en fonction d'utilité sociale immédiate, en simple moyen de légitimation pour l'accès aux statuts socio-économiques élevés et pour la production des objets de consommation à l'obsolescence rapide.

On n'a pas besoin de rappeler ici les pages éclatantes dans lesquelles Hanna Arendt démontre qu'il n'y a pas de commune mesure entre l'ordre de la consommation où les objets sont détruits, ou voués au service des besoins, et l'ordre de la culture où, précisément, il existe une autre relation aux objets, une relation qui en fait des défis au temps. Or cette relation, pour étrange que cela puisse paraître, est de l'ordre du jugement, non de la connaissance objective ; elle est originaire, antérieure à toute exploration scientifique. Cette relation est fondée sur un acte relevant de la dimension générale de l'affectivité ; elle attache le sujet à l'objet. La valeur est le produit de ce sentiment fixant le sujet à l'objet. C'est pourquoi Jean Piaget se plaisait à proclamer que la valeur est le produit d'un sentiment non particulier et privilégié, d'un sentiment projeté dans l'objet, une dimension générale de l'affectivité, une liaison entre l'objet et le sujet, une liaison affective.

Cette inhérence des individus à leur culture, cette relation originaire, antérieure à toute connaissance objective, façonnent le processus de valorisation et les procédures d'évaluation, à travers lesquels s'élaborent, se construisent, se modifient et se mettent en place les valeurs. Une fois établies, elles révèlent une logique propre, un fonctionnement spécifique, une autonomie relative plus ou moins apparente. Les connaissons-nous ?

VALEUR DE COMPRÉHENSION ET VALEUR D'UTILISATION

Peut-on éliminer les apories dont souffrent tous les discours sur les valeurs ? Pourquoi avons-nous tant de difficultés à le faire ?

On constate que dans le langage ordinaire, on dénomme valeur ce qui satisfait une certaine fin ; c'est un objectif vers lequel il faut diriger nos activités et nos

choix. Dans ce sens courant, le terme valeur ne se distingue pas du terme fin.

Qu'est-ce que la fin? L'acception la plus usuelle est celle de *telos*, c'est-à-dire l'accomplissement, la perfection, le bien. Valeur, fin et bien sont équivalents. Cette équivalence est toutefois spacieuse, fallacieuse. Les économistes nous l'ont expliqué dès le XIX^e siècle. Ils nous ont montré que le concept de valeur possède pour ainsi dire deux visages: celui d'un objet ou d'une chose satisfaisant un besoin, un désir, ou alors celui d'un objet ou d'une chose pouvant être échangée avec une autre chose selon certaines proportions. Il y a valeur lorsqu'une chose peut être utilisée et/ou échangée. On parle alors de valeur d'échange et de valeur d'usage. La valeur désigne ainsi ce qui rend réalisable un rapport économique. Elle est objective si elle est mesurée avec un critère neutre (unité monétaire, heures de travail, etc.); par contre, elle est subjective lorsque les critères d'évaluation et d'appréciation sont individualisés, ou arbitraires.

Ces indications sont intéressantes. Elles mettent bien en évidence la différence entre la valeur et la fin. La valeur est la fin, la finalité d'une activité quelconque, mais aussi le moyen pour y parvenir. Les moyens sont ainsi partie constitutive du concept de valeur. Moyens et fins se fondent et se confondent. Il est impossible de juger les fins sans tenir compte des moyens; il est irréalisable de prendre en charge les moyens en négligeant les fins. Il n'y a pas de valeur en soi et pour soi; les valeurs existent par rapport aux moyens les rendant possibles. La valeur n'est pas un idéal; elle dérive et reste subordonnée à l'idéal, alors que ce dernier n'est que l'expression du système de désidérabilité absolue de l'imaginaire, du conflit entre le réalisme et l'idéalisme caractérisant chaque culture. L'idéal guide la conduite humaine de haut et de loin, indépendamment des moyens pour arriver aux buts, tandis que la valeur est une relation de moyens à fins subordonnée au système culturel.

«BONNE VIE» ET «VIVRE BIEN»

Pendant fort longtemps, autant la dimension objective des comportements que l'évaluation subjective de nos actions découlaient d'un idéal, d'une certaine conception de l'homme et de la société. La culture nous enjoignait de tendre vers la perfection de la «bonne vie». La cité de l'homme avait pour mission de se rapprocher de la cité de Dieu.

Qu'est-ce que la culture d'aujourd'hui désigne comme but final de nos actions, comme objet de désidérabilité à tous les niveaux? Bien vivre. Pendant longtemps il suffisait de se référer, dans nos pensées et dans nos comportements, aux canons de la «bonne vie», et les valeurs en découlaient aussitôt, quasi automatiquement: craindre Dieu, bien faire son travail, élever et éduquer convenablement les enfants, s'occuper de la famille, obéir aux lois, être fidèle à son conjoint et à ses amis, respecter (sinon aimer) son prochain, essayer de faire le bien à autrui et à la communauté, cultiver la paix, etc. Les vertus et les devoirs pouvaient varier d'une situation à l'autre, mais chacun savait ce qui était juste ou injuste, ce qui était bon ou mauvais, tous avaient comme modèle ultime de référence la «bonne vie». C'était elle qui donnait une «logique» aux valeurs et qui, en dernier lieu, façonnait les comportements individuels et collectifs.

A cet idéal de «Bonne vie» a succédé celui de «Bien vivre». La production et

la redistribution d'une richesse économique gigantesque nous ont donné un bien-être inconnu auparavant. L'augmentation du bien-être a multiplié nos besoins et accru nos désirs de vivre encore mieux. Tout nous semble désormais réalisable, possible. Tout ce qui paraît nécessaire à assouvir notre désir de vivre bien est perçu comme pouvant être obtenu ou acquis aisément. Dès lors, l'augmentation de la subjectivité des comportements est inéluctable. Lorsqu'on vit dans la surabondance des opportunités, il ne peut y avoir qu'un seul critère de choix: la subjectivité exprimée par des expressions telles que «ça me plaît», «je veux», «j'en ai envie», «cela me convient parfaitement», «c'est très bien pour moi», etc. Toute décision est alors prise en fonction de celui qui décide, de sa propre subjectivité, de son bon plaisir. Ainsi le travail doit faire plaisir, la formation doit être individualisée, la santé et les performances physiques deviennent des buts en soi; les loisirs sont essentiels, indispensables; les rapports du couple un moyen fonctionnel pour bien vivre, la sexualité et les relations familiales pour bien exercer l'affectivité. Et quand cette fonctionnalité se dégrade, on essaie de la reconstituer ailleurs. Inutile d'ajouter que les modèles normatifs, qu'ils soient éthiques ou juridiques, sont acceptés pour autant qu'ils soient perçus comme «justes», «convenables», subjectivement. C'est pourquoi on parle d'incertitude du droit, d'éthique aléatoire, de morale problématique. Le bien-être fait prospérer la subjectivité du bien vivre, et le vivre bien fait prospérer le subjectivisme éthique, l'économisme généralisé, l'individualisme utilitariste. Les valeurs, dans ces conditions, sont toutes configurables en termes de bien matériels et symboliques, pouvant être pondérés du point de vue économique, selon une idéologie economiciste, ou selon le rapport moyen-fin.

L'UNIVERSITÉ AUX PRISES AVEC LE SUBJECTIVISME ET LE PLURALISME

Si une telle analyse n'est pas incohérente, la question de l'Université peut alors être abordée d'une manière congrue. Il s'agit de discerner, dans l'ensemble des éléments composant la culture de notre société, la part qui revient à l'Université dans la transmission du savoir, au niveau des contenus et des connaissances, mais aussi au niveau de l'ensemble des rapports à ces contenus, de la relation originare antérieure à la connaissance objective, des formes d'expression basées sur la mise en œuvre de la sensibilité, des ressources intuitives et affectives, des jugements de valorisation. L'Université n'est pas un simple outil au service des finalités de la société, car c'est à elle de choisir parmi les fins, de les évaluer et de les rationaliser. Comment le fait-elle? Moyennant une communauté de personnes unies par des intentions et des objectifs communs, par des obligations réciproques et par la volonté d'assurer la survie de la communauté culturelle. L'Université en tant que communauté doit donc préserver la culture, entretenir le progrès de la connaissance, garantir la quête permanente de la vérité, assurer la formation des facultés intellectuelles des êtres humains, maintenir vivante l'inhérence de tous ces membres à la culture d'appartenance.

Or, à l'âge de la démocratie de masse et du pluralisme, les demandes adressées à l'Université sont multiples, variées, utilitaires, conjoncturelles, régulièrement dispartes et contradictoires. Pour y répondre, l'institution est devenue pro-

fondement différente de ce qu'elle était lorsqu'il fallait former des pasteurs, des médecins, des juristes, préparer des élites et des experts pour gérer le système productif ou diriger les institutions de la société. Il a fallu créer une multitude de micro-subdivisions. L'institution universitaire a perdu, peu à peu, sa cohérence et son harmonie relatives. L'Université a de moins en moins d'unité idéale, elle n'est plus une communauté avec un intérêt social unique, avec un seul principe fondateur et inspirateur. En la chargeant des tâches découlant des impératifs de la croissance, des progrès des technologies, de l'adaptation à un environnement complexe et en constante évolution, on a contraint l'Université à fournir des prestations sous forme d'innovations technologiques, d'expertises, de formations professionnelles spécifiques, de collaborations aux initiatives réputées socialement utiles, de services aux entreprises et aux administrations.

L'UNITÉ IDÉALE INTROUVABLE

Dans une société complexe, devenue aussi diversifiée et spécialisée que la nôtre, ces demandes fluctuent constamment. Elles changent d'un lustre à l'autre. Ces tâches de service à la collectivité se sont superposées à celles, traditionnelles, de l'enseignement, de la recherche, de la préservation et de la diffusion de la culture.

La situation présente est assez inconfortable. Paul Wolf parle de sanctuaire de la culture tombant en ruine, d'usine pour la socialisation aux professions, de station de service social, de chaîne de montage de l'homme de l'*establishment*. Sans en arriver aux excès de Wolf ni adhérer à toutes les plaintes d'Allan Bloom, il faut constater l'existence d'une pluralité d'orientation (professionnalisante, généralisante, fondamentaliste, prestataire de service), d'une multitude de tâches, entre lesquelles les arbitrages sont très difficiles et une hiérarchisation impossible.

Cette situation est aggravée par le nombre croissant d'étudiants, dont les connaissances, les aspirations personnelles et les perspectives de carrière sont infiniment diverses. Ces jeunes sont submergés par un flot d'informations contradictoires, car provenant de sources divergentes. Ces informations sont trop souvent dispensées comme s'il s'agissait de révéler une vérité cachée à des profanes supposés avides de la recueillir. Les étudiants vivent mal cette situation: ils viennent d'un monde où les connaissances sont indissociables de leur *ego* et de leur affectivité, ainsi que des expériences faites dans la vie quotidienne. Ils doivent construire seuls une vision du monde, des perspectives raisonnables et plausibles de la réalité, composer la mosaïque à partir de petites pièces qui leur sont proposées. Nous savons par notre expérience d'enseignants que la grande majorité de ces jeunes n'arrivent pas à se livrer à ce jeu périlleux: se situer par rapport aux autres et au monde extérieur, juger autant les événements que les idées, comprendre les différents points de vue et en assimiler – de manière autonome et responsable – des nouveaux. Ce sont tous ces facteurs qui prolongent, depuis les années '70, la crise de l'Université. Il n'y a pas de remèdes pour les liquider. Et les raisons semblent évidentes.

L'«ESSENCE» DE L'UNIVERSITÉ

Quelle est la nature de l'Université? Celle d'une institution sociale dont la mission spécifique est la transmission et l'accroissement des savoirs, de la culture. Parallèlement, il s'agit également d'apprendre à apprendre, d'accroître le jugement et le sens critique. Mais l'Université est aussi un élément dans l'ensemble des institutions qui structurent la société. Malgré ses spécificités, l'Université est partie intégrante du système social global. De ce fait, elle doit préparer l'insertion d'un certain nombre de membres de la société dans l'un ou l'autre des multiples casiers de cette structure. Par la transmission d'une culture commune, par la socialisation aux normes communes de citoyenneté, l'Université contribue à la survivance, au bon fonctionnement et à la consolidation du système social. Disons-le clairement et à haute voix: un aspect qu'on ne peut pas supprimer, c'est l'aspect conservateur de l'institution universitaire. Et de là découle nécessairement, inéluctablement, une première restriction à sa liberté d'action, celle que l'on désigne couramment sous l'expression d'autonomie universitaire.

Est-elle pour autant, cette Université, au service de l'ordre social établi? Il y a des bonnes raisons pour en douter. A côté de la socialisation et de la conservation, l'institution doit poursuivre ses activités d'élaboration des savoirs nouveaux, elle doit faire de la recherche. Pour avoir des chercheurs qualifiés et performants, l'Université doit développer le sens critique des individus. Pour cette raison, elle reste la seule institution qui donne à la critique et à l'innovation le statut d'aspect légitime et régulier de l'ordre social. Puisque l'institutionnalisation de l'hérésie et des hérétiques, même dans les sciences, est impossible, puisque personne n'est arrivé jusqu'ici à concilier le rôle foncièrement déstabilisant de la recherche avec le rôle intégrateur de la transmission des savoirs, l'Université se trouve constitutivement appelée à poursuivre différents objectifs et fins qui sont tous en conflit inévitable entre eux. C'est bien cela qui détermine cette tension permanente que l'Université connaît plus ou moins, depuis toujours, entre les éléments conservateurs et les éléments progressistes, tension réglée par la tolérance, même lorsqu'elle dissimule des divergences idéologico-politiques. Sans cela, il n'y aurait ni de milieu intellectuel ni de climat propice à l'examen critique et à la recherche libre, mais seulement intrigues mesquines et micro-politique indigente.

L'UNIVERSITÉ ET LA CITÉ

Cette même tension, nous la retrouvons entre la société et l'Université. Ici aussi l'équilibre est difficile à établir. Comment être au service des intérêts de la société civile et de l'État, et au même moment jouer le rôle critique? Ici les malentendus sont plus nombreux et graves. La tolérance y est inconnue, ou peu praticable.

Les intérêts utilitaristes sont imposés par le biais des décisions budgétaires ou par d'autres types d'interventions extérieures. A titre d'exemple, il faut citer les malentendus à propos de la formation professionnelle et de la recherche finalisée. Il est certain qu'il y a conflit entre le caractère flexible et l'évolution constante de l'activité universitaire, et les exigences rigides et utilitaires liées à l'exercice d'une profession. Il y a aussi risque de conflit entre la recherche libre et désintéressée et la recherche commanditée de l'extérieur. Un enseignement et

une recherche conçue en fonction des besoins et d'intérêts définis, ainsi qu'une préparation à l'exercice d'une profession, imposent limitations et contraintes. On est porté à accepter les façons de faire traditionnelles, à maintenir en vie le système clos des connaissances et les techniques établies, et en définitive on vise principalement une amélioration ou la rentabilité ou la croissance du système. De plus, l'histoire récente nous indique qu'il n'y a pas de connexion directe entre l'emploi et la formation. Il a été vérifié statistiquement que de moins en moins d'individus exercent le métier pour lequel ils ont été formés. On sait désormais que la vie professionnelle est devenue un ajustement permanent entre des possibilités et des aspirations en évolution, et cependant la société exige de l'Université une étanchéité absolue entre la formation et la profession.

LA RECHERCHE

Il y a quatre types de recherches: la recherche fondamentale libre, la recherche fondamentale orientée (qui tente d'approfondir un secteur particulier de la connaissance), la recherche appliquée qui vise à trouver la solution d'un problème pratique, et enfin les études appliquées qui se concentrent sur l'exploitation effective des connaissances dans l'ordre de la production des biens et des services. Personne ne peut contester qu'il y a incompatibilité entre certains types de recherches et la nature essentielle de l'Université, et que cette incompatibilité se traduit aussi en un divorce entre l'enseignement et la recherche, domaines, quoi qu'on dise, aux exigences souvent antagonistes.

Trois des quatre types de recherches plus haut énumérés engendrent automatiquement une division radicale du savoir, une compartimentation étanche, une hyperspécialisation. Et plus les domaines deviennent étroits, plus la spécialisation est pointue, plus les chercheurs sont conditionnés par les logiques internes, sans failles et sans bornes, des secteurs travaillés. Ainsi, ils ne constituent plus une chaîne continue. Chacun creuse son propre tunnel, chacun s'enferme dans son bureau ou dans son laboratoire, et les rencontres deviennent de plus en plus occasionnelles. D'où la faiblesse des contacts entre les membres de la même Université, de la même Faculté; d'où l'isolement humain des individus.

Fonder l'Université sur la logique prioritaire de la recherche? Il y aura une progression encore plus inéluctable de la spécialisation et un émiettement encore plus catastrophique du savoir. Affermir la recherche et la transmission du savoir? Cela est plus que problématique. Nos universités sont désormais peuplées de jeunes professeurs hyperspécialisés qui ne maîtrisent plus les types de connaissance permettant de transmettre le haut savoir, ignorant la complexité du réel et la difficulté qu'a l'homme à l'appréhender.

En plus, les rapports de la recherche, de la science, avec l'industrie et avec les autres formes de demandes sociales, les implications que ces rapports engendrent sur les règles du savoir, n'ont jamais été véritablement étudiés. Les changements dans le financement de la recherche, la diminution croissante du financement public, notamment dans les sciences humaines, incitent les universitaires à trouver des ressources... et à faire de tout pour se les procurer. Cela produit des bouleversements importants dans l'organisation même du monde scientifique.

Michael G. Gibbon et ses collaborateurs (*The new Production of Knowledge. The Dynamics of Science and Research in Contemporary Societies*, 1994) prétendent qu'un nouveau mode de production du savoir est né et qu'il est centré, et ceci constitue une rupture fondamentale avec l'organisation académique, sur les problèmes à résoudre tels qu'ils sont définis par l'industrie ou par les pouvoirs publics. John Horgan n'a pas hésité à écrire le nécrologe de la véritable recherche scientifique (*The End of Science. Facing the Limits of Science in the Twilight of the Scientific Age*, 1997).

La thèse de la « triple hélice » (intégration de la recherche dans un ensemble institutionnalisé plus vaste et dont les composants principaux sont les pouvoirs publics, l'industrie, et la nouvelle science) n'est qu'une formulation nouvelle de celle dite de la « finalisation », avancée dans les années '70-'80, à la suite des travaux de Jürgen Habermas, selon laquelle le pilotage de la recherche par les besoins industriels et sociaux est inévitable. Une chose toutefois est certaine: les recherches sociologiques sur « l'innovation » démontrent que l'industrie fait de plus en plus appel à la recherche universitaire, qu'elle associe les laboratoires des universités (capables de mobiliser les réseaux scientifiques internationaux) à ses propres structures de recherche et développement, pour résoudre des problèmes aux implications essentiellement économiques, pour obtenir des nouvelles technologies, pour ouvrir des nouveaux marchés.

Il n'est pas question de faire ici l'apologie d'une recherche scientifique détachée des contingences. Il est plutôt indispensable de réfléchir sur les bouleversements que les relations entre la science, l'industrie et la « demande sociale » produisent dans les universités.

Tout d'abord, sur l'organisation de la recherche universitaire. La logique des disciplines et des spécialistes, l'évaluation des pairs, sont en train de céder la place à des logiques où le poids de l'économie ou des politiques publiques est déterminant. Les capacités de résistance des universités à ces changements induits par le relatif retrait des financements publics sont inexistantes.

Ensuite, pour trouver des ressources, le chercheur doit privilégier les problèmes qui intéressent les opinions publiques, et ceci comporte une attention perverse aux moyens de communication de masse. Ceux-ci, par ailleurs, s'arrogent le droit de juger, à la place des pairs, de la solidité et de la validité des résultats des recherches: c'est le « second marché » dont parle Raymond Boudon dans ses études.

Enfin, puisque le chercheur doit chercher ses ressources ailleurs, il est conduit à accroître ses liens avec l'industrie locale selon le modèle décrit dans les travaux sur les systèmes locaux d'innovation, et par conséquent à s'éloigner de plus en plus de la vie universitaire, à laisser à ceux qui ne font pas de recherches et qui répètent le même cours à longueur d'années, la gouvernance de l'Institution. D'où le conformisme généralisé, bien décrit par Alain Touraine dans ses *Lettres à une étudiante*: « Charmants petits mandarins rouges qui ont su utiliser le soulèvement étudiant pour transformer les bottes des patrons d'autrefois, autoritaires mais travailleurs et créateurs, en chaussons chanoinesques, agréables à porter pendant les longues séances administratives au cours desquelles on met le refus de l'ordre établi au service de ses petits privilèges personnels et de sa propre irresponsabilité. »

LA MORT DU SAVANT UNIVERSITAIRE

Pour trouver des ressources il faut s'occuper des questions à la mode et donc se plier aux contraintes et à l'impact qu'exercent les TV et la presse à grand tirage sur l'opinion publique et sur les décideurs. L'Université joue ces jeux. Ainsi elle est devenue le haut lieu de ces fonctionnaires rangés que sont les professeurs universitaires, la cause de la bureaucratisation des métiers exercés dans les centres de recherche et dans les institutions vivant de subventions. Les contraintes et les corruptions de la vie universitaire de plus en plus bureaucratisée châtrent à la fois l'indépendance et l'innovation. L'Université actuelle brise les iconoclastes, les critiques, tue les polémistes, transforme en besogne de routine les grandes causes et la routine en finalité. Devenue l'employeur par excellence des « intellectuels », l'Université les a transformés foncièrement, en a fait des modèles de frustration, de velléitarisme, de schizophrénie et de conformisme.

L'hégémonie universitaire sur les activités de l'esprit fait que désormais une seule forme de vie intellectuelle est dominante, celle attestée par les diplômes, les références bibliographiques, par les déférences de bon ton à la collégialité. Dans l'impossibilité de s'affranchir des pressions conformistes des « chers collègues », il ne reste qu'à plaire et à s'incliner. Dans la nécessité d'avoir des crédits, des mandats et d'autres fariboles, il faut produire utile et attrayant. Ainsi tout effort est orienté vers les professions, vers les carrières, vers l'argent, vers les pouvoirs, soient-ils matériels ou spirituels. La professionnalisation a entraîné la personnalisation et la « dépolitisation » ainsi que la partition des vastes domaines de l'universel et de la culture en secteurs disciplinaires de plus en plus étroits et rigoureusement clôturés.

Il faut analyser ces perversions et ces dérèglements désormais courants et fort imposants. Il faut dire que la professionnalisation et la bureaucratisation sont les effets d'une cause plus profonde. En effet, depuis environ une quarantaine d'années, le rapport théorie-pratique a subi une modification radicale dans les sociétés où la culture est concentrée là où se trouve le pouvoir politique et économico-financier, dans les sociétés où l'instantané, le simulacre, le vide, l'obsolescence généralisée ont remplacé le durable, le stable, le solide. Les conséquences immédiates de la modification de ce rapport ont été l'érosion et la dégradation du rôle de l'universitaire, le rétrécissement de l'espace où ce rôle s'exerce. A une époque où toutes les causes ont le même poids et la même durée, où une image chasse l'autre et où toutes ont le même impact (les massacres des bébés phoques sont équivalents aux massacres d'hommes perpétrés au Rwanda et au Kosovo), – qu'est-ce que l'universitaire, notamment le chercheur en sciences de l'homme et de la société, peut faire réellement?

Conseiller du prince, faisant de plus en plus tapisserie dans les shows, ou exécutant des mandats établis par d'autres, l'universitaire d'aujourd'hui est totalement intégré aux pouvoirs et fait désormais partie intégrante des *establishments*. Au temps où il croyait être la conscience de la société civile, l'universitaire serait les problèmes et les questions, s'évertuait à les comprendre, à les interpréter, à leur donner un sens, à les hiérarchiser, à en préfigurer les implications lointaines, à en signaler les conséquences possibles. Pour ce faire, il pouvait compter sur un auditoire, la bien connue « communauté scientifique », ou encore, comme Marx disait si joliment, sur l'« auditoire idéal universellement humain ».

Certes, cet auditoire était composé d'individus pas nécessairement solidaires

entre eux. Ils étaient pourtant capables de partager une même valeur, celle de la rationalité universelle, celle de la communication intersubjective, celle que l'histoire est faisable et constructible et qu'il est possible distinguer la régression de la décadence.

Le rôle de l'universitaire était assuré par ce rapport *sensé* entre la pensée et la réalité, entre la théorie et l'action. L'agir était alors éclairé et légitimé par la réflexion tandis que la pensée était confortée et raffermie par la réalité. Dès lors recherche, histoire, dialogue, communication étaient significatifs en soi et pour soi, ils étaient l'expression même de la « moralité publique », de son identité, de son efficacité, de la distinction entre le pouvoir et le savoir, entre la représentativité légitimant l'homme politique et l'industriel et leurs décisions et l'universalité de la vérité justifiant la recherche pour le bien commun. La crise du rationalisme, les philosophies de la crise, la critique du progrès, la psychologie des masses, la manipulation de l'opinion publique, l'utilitarisme, la banalisation de la raison et du dialogue, la destruction du culte de la vérité, l'instrumentalisation de chaque chose, tout cela a bouleversé le rôle de l'universitaire, a modifié son espace d'intervention, ses fonctions, ses tâches. Dès lors la recherche et l'enseignement sont devenus un métier que l'Université doit inexorablement régenter afin de le rendre adéquat aux mécanismes de fonctionnement de nos sociétés de l'éphémère et de l'apparence bureaucratisée.

QUE FAIRE? AVEC QUELS MOYENS? AVEC QUELLES CHANCES?

En appeler à l'universalité, à l'objectivité, à la fonction critique, c'est inutile. Réduire les champs des orientations, soutenir des disciplines fondamentales, c'est dérisoire. L'histoire des politiques scientifiques de ce dernier demi-siècle montre à quel point ce genre de choix est périlleux pour le progrès des savoirs et futile pour le bien-être social. Il conduit à des appauvrissements incommensurables. Ce qui distingue l'Université d'autres institutions de recherche et d'enseignement est un principe fondateur, un concept unificateur, qui font son essence, sa singularité. Elle dispense des savoir-faire mais aussi des savoir-être, elle prépare au discours de la sagesse en nous faisant prendre conscience du lien qui existe entre la société, sa culture, les langages des sciences et les pratiques sociales. La science est impliquée dans une culture et dans une société, mais l'Université devrait être capable de comprendre et d'explicitier cette implication, de distinguer un discours scientifique d'un discours ordinaire, un discours vrai d'un discours faux, un savoir vrai d'un savoir utilitaire ou instrumental, en bref, de révéler les raisons d'une connaissance vraie et celles d'une connaissance utile, les logiques de la science abstraite et celles de la science concrète.

Il faut avoir le courage de regarder en face la réalité et préparer les moyens pour bien la maîtriser. L'Université actuelle est en crise et personne n'arrivera à la stopper. Puisqu'il est impossible de revenir en arrière, il faut donc penser à faire éclater l'institution simple d'aujourd'hui, fondée sur les facultés, en un réseau d'institutions multiples et différenciées, dont quelques-unes seulement garderaient comme centre de gravité la recherche fondamentale et ses applications. Le pivot de ce conglomerat, de cette confédération éducationnelle devrait être les écoles supérieures professionnelles et des institutions éducatives axées sur la

demande sociale. Ces écoles pourraient établir plus aisément des liaisons avec la société, en secondant mieux les besoins, et bien entendu en détectant les aspirations, tandis que les institutions de recherche ne seraient point gênées par les besognes et les servitudes de ces liaisons.

La nouvelle institution ne devrait pas être réservée exclusivement aux jeunes. Est-il prudent de laisser l'Université se transformer en un véritable ghetto pour eux? Tout devrait pousser à éliminer vite des institutions universitaires la ségrégation par classe d'âge. Ouvrir les portes des Hautes Écoles aux adultes sans diplômes mais dotés d'expérience est non seulement une bonne affaire économique mais également un moyen de changer radicalement le dialogue actuel entre les enseignants et nos super-adolescents, et pour donner enfin une autre tournure à cette source de complications et de « paroles verbales » qu'est la participation. Pourquoi ne pas envisager une formation par tranche, s'effectuant par des retours successifs à l'Université? Nous pourrions ainsi mieux utiliser les immenses possibilités dont nous disposons dans nos villes et nos campagnes, sans nous fatiguer à les créer à l'Université artificiellement et à grands frais pour les contribuables. En prévoyant des retours successifs à l'Université, nous pourrions d'un coup raccourcir les temps de scolarisation et assurer ainsi une entrée plus rapide des individus dans la vie active. Ce serait là une manière d'en finir avec cette prolongation dangereuse de l'adolescence que le parking universitaire provoque de plus en plus, et bien entendu d'enlever à la formation permanente l'allure actuelle d'activité annexe ou de loisirs mieux organisés.

Les difficultés de l'Université ne dépendent guère de la taille des investissements. Même en faisant plus, elles demeureraient les mêmes. Car ce que nous vivons est la crise de l'idée traditionnelle d'Université.

Puisqu'il est désormais impossible de plâtrer l'Université actuelle, de changer les politiques publiques en matière d'enseignement et de recherche, des soustraire les centres de recherches universitaires au bon vouloir des besoins et des attentes de l'industrie et de la société, il faut inventer une autre forme d'Université.

Institut d'anthropologie et de sociologie
Université de Lausanne

BIBLIOGRAPHIE

- ARESER, *Quelques diagnostics et remèdes urgents pour une université en péril*, Paris, Liber, Raisons d'agir, 1997.
- J. Barrow, *Impossibility. The limits of science and the science of limits*, Oxford, Oxford University Press, 1998.
- R. Boudon, *Les intellectuels et le second marché*, in « Revue européenne des sciences sociales », XXVIII, 1990, n° 87, pp. 88-103.
- L. Ferry et A. Renaut, *Université et système*, in *Philosopher à dix-huit ans. Faut-il réformer l'enseignement de la philosophie?*, Paris, Grasset, 1999.
- Ch. Kleiber, *Pour l'Université*, Berne, Groupement de la Science et de la Recherche et Office fédéral des imprimés, 1999.
- E. Morin, *La tête bien faite. Repenser la réforme. Réformer la pensée*, Paris, Ed. du Seuil, 1999.
- B. Readings, *The University in Ruins*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1996.